

Rapport de synthèse

Réunion préparatoire du MSC en vue des consultations de la société civile région par région du monde autour des enjeux du CSA

Rome, du 20 au 22 janvier 2012

Introduction

Lors de la réunion du MSC qui s'est déroulée à Rome du 20 au 22 janvier 2012, les membres de ses 10 comités de coordination (CC) issus de chaque région du globe (Europe, Proche-orient, Asie, Amérique Latine, Afrique, mais pas Amérique du Nord) ont débattu des questions suivantes :

- I. rôle du MSC dans les consultations de la société civile région par région du monde lors des conférences régionales de la FAO de 2012
- II. mise au point de positions politiques et de stratégies de plaidoyer communes à la société civile concernant les questions débattues au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA)
- III. planification et organisation du dialogue autour des questions du CSA lors des consultations de la société civile région par région du monde
- IV. développement du MSC aux niveaux des sections, des régions et sous-régions du monde et des pays pour soutenir les OSC dans le travail de définition de politiques et de plaidoyer entrepris comme dans les actions pouvant influencer sur l'ordre du jour politique dans les contextes du CSA.
- V. rôle du secrétariat du MSC quant aux conférences régionales et aux consultations des OSC
- VI. utilisation des fonds du MSC pour soutenir les consultations régionales de la société civile dans les différentes régions du globe

Le présent rapport expose les conclusions et recommandations des participants quant aux questions susmentionnées afin qu'elles soient prises en considération et reprises à leur compte par les membres des comités de coordination du MSC.

Les critères de sélection employés durant la réunion sont répertoriés à l'annexe 1

Contexte

Le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) finalise en ce moment-même son programme de travail pour 2012-2013, ce qui le conduit à identifier les priorités essentielles en matière de politiques. Il y a un consensus général pour dire que l'un de ces enjeux hautement prioritaires pour 2012 est d'aller plus loin encore dans la cohérence et la coordination entre les politiques par l'intermédiaire du Cadre stratégique mondial. Ceci implique de proposer la tenue de procédures de consultation élargie des parties prenantes multiples au cours des conférences régionales de la FAO tout au long de l'année 2012.

Ces consultations s'appuieront sur le document intitulé « Points de vue des OSC quant aux priorités du CSA », soumis au groupe de travail à composition variable sur le programme de travail et le budget, qui établit que : « Il convient que la procédure d'adoption de la première version de travail du **Cadre stratégique mondial** se déroule selon les modalités et le calendrier déjà convenus afin de

garantir l'approbation lors de la 38^{ème} session qui se réunira en octobre. **Il convient de mettre à disposition l'espace et les ressources appropriés aux consultations des multiples parties prenantes sur le Cadre stratégique mondial lors des conférences régionales de la FAO. »**

Bien que les conférences régionales de la FAO soient une initiative propre à une institution, le CSA a demandé que chaque conférence prévoie un espace permettant la tenue de discussions entre parties prenantes multiples autour des questions spécifiques au CSA, notamment le Cadre stratégique mondial et la mise en correspondance afférente. Les deux procédures visent à mener de vastes consultations et les conférences sont l'occasion rêvée d'atteindre les OSC et les autres parties prenantes du niveau national ou des régions du globe. Jusqu'à maintenant, les réponses des régions du monde pour intégrer ces questions à l'ordre du jour officiel ont été positives.

Pour connaître les dates et lieux des conférences régionales, reportez-vous à l'annexe 2.

Juste avant les conférences régionales, l'habitude générale était d'organiser des **consultations des OSC** que le bureau de la FAO accueillait dans chaque région du globe. Chaque bureau régional dispose d'une autonomie dans son organisation et sa façon de travailler, notamment concernant l'intégration ou non des organisations de la société civile à l'ordre du jour des programmes. Si certaines régions sont ou se sont montrées tout à fait ouvertes aux sessions impliquant de multiples parties prenantes, d'autres étaient entièrement rétives à cette idée. C'est pourquoi chaque conférence régionale doit être envisagée individuellement en termes de planification des consultations des OSC et des sessions à plusieurs parties prenantes.

Le nouveau directeur général de la FAO, le président du Conseil et la présidence du CSA ont montré un intérêt à s'occuper des consultations des OSC et à rencontrer les OSC participantes.

Il est important que les OSC impliquées dans le MSC soient bien représentées lors des préparations et coopèrent avec les réseaux existants dans les consultations des OSC afin de garantir qu'un large éventail d'OSC soient en mesure de démontrer une implication réelle dans et d'offrir leurs contributions aux enjeux du CSA. Cela donnera aussi l'occasion au MSC d'assurer la prise de conscience la plus large possible et de communiquer avec les mouvements sociaux à l'échelle des pays et des régions du monde quant à la question du lien entre les luttes quotidiennes sur le terrain et la façon dont elles peuvent influencer sur l'ordre du jour mondial.

I. Rôle MSC

Au terme de discussions prolongées au sein du groupe, les conclusions suivantes ont été tirées quant au rôle du MSC dans les consultations de la société civile région par région du monde lors des conférences régionales de la FAO :

Le MSC a reçu pour seul mandat d'organiser la participation de la société civile aux événements et processus ayant trait au CSA à l'échelle du monde, des régions du monde et des pays.

Il n'a pas reçu le mandat d'organiser la participation de la société civile dans le cadre d'institutions spécifiques telle que la FAO, la Banque Mondiale, etc. ou d'autres forums intergouvernementaux comme le G8 ou le G20.

Le rôle du MSC dans les consultations de la société civile région par région du monde lors des conférences régionales de la FAO de 2012 est de :

- **plaider pour le dialogue avec des parties prenantes multiples et la tenue d'événements connexes** (impliquant les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, etc.) au cours des conférences régionales de la FAO afin de débattre des questions du CSA comme le Cadre stratégique mondial
- **fournir un espace pour et promouvoir le dialogue autour des questions du CSA** lors des consultations de la société civile région par région du monde
- **défendre l'idée d'une large participation de la société civile** aux consultations de la société civile région par région du monde, qui garantisse une participation équilibrée de l'ensemble des sections et des sous-régions

C'est pourquoi il est nécessaire que les membres des comités de coordination du MSC travaillent en étroite collaboration avec les autres réseaux et mécanismes de la société civile, comme le CPI (même si l'on peut reconnaître qu'il s'agit souvent des mêmes personnes).

Il convient qu'au moins certains des membres des comités de coordination du MSC (notamment ceux qui ne sont pas issus d'autres mécanismes/réseaux de la société civile) siègent aux comités d'organisation/groupes de travail en charge de l'organisation des consultations de la société civile région par région du monde.

Il convient que l'ensemble des membres des comités de coordination du MSC dans chacune des régions du monde soient tenus informés et soient impliqués dans la planification des consultations de la société civile région par région du monde. Les participants à la réunion du MSC de Rome s'engagent autant que possible à communiquer avec et à impliquer les autres membres du CC.

Il convient que le secrétariat du MSC pourvoie à la traduction des documents ayant trait aux conférences régionales dans les langues respectives, afin de garantir une large participation, la prise de conscience et les opérations visant à toucher le plus grand nombre.

II. Mise au point de positions politiques et d'un travail de plaidoyer communs à la société civile concernant les questions débattues au sein du CSA

Au plan international, on propose que le MSC facilite le travail des OSC autour des priorités suivantes, qui concentreront l'essentiel de la production de politiques au CSA pour les 2 années à venir :

- gouvernance des modes de propriété foncière, pêcheries et forêts par le biais d'un travail sur les **Directives volontaires**
- cohérence et coordination entre les politiques par le biais d'un travail sur le **Cadre stratégique mondial**
- **investissement responsable dans l'agriculture**

Il sera également important de travailler sur les questions suivantes dans la mesure où elles seront au cœur des considérations politiques aussi bien lors des phases préparatoires que pendant la 38^{ème} session du CSA en octobre 2012 :

- **protection sociale** et sécurité alimentaire
- **changement climatique**, sécurité alimentaire et agriculture
- sécurité alimentaire et nutrition durant les **crises au long cours**, notamment lors des conflits
- **suivi et responsabilité morale** (ce qui revient à s’assurer que les gouvernements et les autres parties prenantes mettent en œuvre les décisions et orientations politiques du CSA)

En outre, le MSC aidera à favoriser les conditions du travail des OSC autour des questions suivantes dans l’optique de promouvoir une prise en considération accrue par les politiques à moyen et long terme :

- **volatilité des prix des denrées alimentaires**, ce qui comprend plus particulièrement la question des réserves alimentaires, des biocarburants et des échanges commerciaux
- **question des sexes**, afin de s’assurer qu’elle pénètre l’ensemble des travaux et conclusions obtenues au CSA
- **nutrition**, en particulier en alimentant les travaux du CSA pour clarifier la terminologie à employer dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire

On propose que le travail des OSC à l’échelle internationale sur ces questions demeure organisé selon les **groupes de travail du MSC** suivants :

Groupes de travail	Groupe de travail dirigé par le membre de CC	Personne référente au sein du groupe de travail	Points de convergence par région du monde	Membres d’OSC au sein du groupe de travail à composition variable / groupe d’étude / comité d’organisation du CSA
Modes de propriété foncière, pêcheries et forêts (Directives volontaires)	reste à confirmer	Sofia Monsalve	reste à confirmer	S.O.
Cohérence et coordination entre les politiques (Cadre stratégique mondial)	Natalia Landivar	Flavio Valente, Nico Verhagen	reste à confirmer	Natalia Landivar Gisele Henriques Andrea Ferrante Svetlana Boincean
Investissement responsable dans l’agriculture	reste à confirmer	Nora McKeon	reste à confirmer	Margaret Nakato Mamadou Goita Nico Verhagen Sofia Monsalve
Protection sociale	Svetlana Boincean	reste à confirmer	reste à confirmer	reste à confirmer
Changement climatique	reste à confirmer	reste à confirmer	reste à confirmer	reste à confirmer
Crises au long cours	Razan Zuayter	reste à confirmer	reste à confirmer	reste à confirmer
Suivi et responsabilité morale (et mise en correspondance afférente)	“Mani” Stanley	Ce groupe sera constitué d’1 personne issue des groupes de travail sur les Directives volontaires, l’Investissement agricole resp., le Cadre stratég. mondial, la Volatilité des prix alim., la Question des sexes...	reste à confirmer	1. Luca Chinotti 2. Alberta Guerra

Volatilité des prix des denrées alimentaires	Ibrahima Coulibaly	Thierry Kesteloot	reste à confirmer	1. Thierry Kesteloot 2. Antonio Onorati
Question des sexes	Sarojeni Rengam	Alberta Guerra	reste à confirmer	Alberta Guerra Sarojeni Rengam Tanya Roberts
Nutrition	Stineke Oenema	Maria Pizzini	reste à confirmer	Stineke Oenema Maria Pizzini

a) Rôle des groupes de travail du MSC, notamment au regard des consultations de la société civile, région par région du monde

- élaborer des positions politiques communes pouvant servir à étayer discussions sur les politiques à mettre en œuvre et travail de plaidoyer des OSC à l'échelle des régions et sous-régions du monde et des pays. On insiste sur le point que les positions politiques élaborées par l'entremise des groupes de travail du MSC doivent être étayées par les consultations menées par régions du monde.
- coordonner le travail de plaidoyer effectué à Rome, par un travail de lobbying sur les représentants de l'État travaillant à Rome
- proposer des questions politiques prioritaires pour le plaidoyer réalisé dans chaque région du monde
- produire des supports de sensibilisation qui expliquent la pertinence des enjeux politiques du CSA pour les mouvements sociaux et les autres OSC œuvrant au niveau local ou national

b) Organiser la participation des acteurs des mouvements sociaux et des organisations populaires, aux groupes de travail du MSC et aux discussions sur les politiques à mettre en œuvre

Il a été reconnu que les personnes appartenant aux mouvements sociaux et aux organisations populaires éprouvent souvent des difficultés à participer aux discussions politiques/groupes de travail à l'échelle mondiale, notamment par le biais de la messagerie électronique, le téléphone, etc. Il est crucial que le MSC trouve des moyens de garantir une participation significative de la part des organisations rassemblant les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

C'est pourquoi il a été suggéré les mesures suivantes pour rendre possible cette participation :

- garantir que chaque groupe de travail du MSC soit dirigé par un membre d'un comité de coordination du MSC
- garantir que chaque groupe de travail comporte 3 ou 4 membres d'un CC ayant une participation active
- donner l'occasion à l'ensemble des membres de CC d'apporter des commentaires sur les versions de travail des positions politiques élaborées par les groupes de travail du MSC
- accompagner la tenue de réunions régionales des membres de CC du MSC préalablement aux consultations de la société civile région par région du monde (si tant est que les ressources le permettent)
- discuter des enjeux politiques prioritaires du CSA lors des consultations de la société civile par région du monde
- organiser une rencontre entre membres du CC en mai 2012 pour se concerter sur les enjeux politiques et se préparer en prévision de la 38^{ème} session du CSA

Éléments d'action :

- pour chaque groupe de travail : a) qui n'est pas encore fonctionnel ou b) auquel il manque un animateur issu d'un CC, une personne référente ou des membres, il convient que le secrétariat seconde le membre du CC en charge pour qu'il diffuse une circulaire sur le contexte/la portée du travail à mener et ouvre les possibilités de devenir membre du groupe aux membres du CC et à d'autres. 1) Le développement des positions politiques communes; 2) comment les groupes de travail doivent travailler (Le rôle de facilitateur, comment les processus de décider un certain nombre de chose devraient fonctionner); 2) La prise de décision du MSC, par exemple, qui décide certain chose, quelles sont les décisions qui devraient être prises au niveau régional ou mondial, comment le CC peut partager les tâches différentes, qu'est-ce que choses devrait être décidé par le CC et ce que des groupes de travail, etc. Le Secrétariat peu être chargé de produire une première version pour les commentaires.
- il convient dans le même temps d'envoyer d'ici la mi-février 2012 l'avant-projet des directives en matière d'élaboration de positions politiques communes au comité de coordination du MSC pour approbation.

III. Enjeux politiques du CSA lors des consultations de la société civile par région du monde

Pour planifier et faciliter le dialogue sur les enjeux politiques du CSA lors des consultations de la société civile région par région du monde, les membres du CC ayant participé à la réunion se sont engagés aux actions suivantes :

- **communiquer avec les autres membres des comités de coordination du MSC** de leur région du monde pour partager les conclusions de la réunion de Rome et discuter avec eux de la façon de s'organiser pour et de créer les conditions du dialogue de la société civile autour des enjeux politiques du CSA lors des consultations de la société civile région par région du monde
- **se proposer pour siéger aux comités d'organisation/groupes de travail** chargés des consultations de la société civile région par région du monde (si tel n'est pas déjà le cas)
- **sensibiliser** les membres des comités d'organisation des consultations de la société civile région par région du monde aux enjeux politiques du CSA (en partageant avec eux, par exemple, les documents de réflexion du MSC) et ménager un temps dans l'ordre du jour des consultations pour des discussions sur ces enjeux
- **faire des retours aux secrétariat du MSC** au sujet des besoins en ressources pour les consultations de la société civile région par région du monde, et
- **identifier un point de convergence pour chacune des régions du monde** dans chaque enjeu politique faisant l'objet d'une réflexion et d'un travail au MSC, et plus particulièrement le Cadre stratégique mondial, les Directives volontaires, l'investissement agricole responsable, la protection sociale et le changement climatique.

Plus de précisions sur les prochaines étapes pour chaque région du monde prochainement sur le site web du MSC

IV. Développement du MSC au niveau des sections, des régions et sous-régions du monde

Les membres de comité de coordination en présence ont convenu du fait que les conférences régionales 2012 de la FAO et les consultations des OSC constituent l'occasion rêvée pour propager la prise de conscience et discuter des possibilités de constituer le MSC à l'échelle des pays et des régions du monde. Il convient de se focaliser sur une construction du MSC qui parte de la base afin

de garantir que le travail du MSC et, partant, du CSA s'oriente suivant les priorités locales, nationales et régionales des mouvements sociaux et des autres OSC. Pour lancer le dialogue, les questions suivantes ont été introduites et débattues :

1. Comment bâtir le MSC en partant de la base ?

- il convient que le Mécanisme joue un rôle de facilitateur et de soutien aux réseaux existants de façon à ce que les mouvements sociaux et les OSC mènent l'ordre du jour des politiques à l'échelle mondiale.
- il est nécessaire que les membres du comité de coordination travaillent avec les réseaux existants puisque de nombreuses régions du monde sont déjà organisées.
- rendre service aux plateformes sociales par une meilleure efficacité du travail réalisé sur les enjeux de la sécurité alimentaire en faisant apparaître le lien entre les enjeux sur le terrain et les enjeux politiques à l'échelle du globe, et inversement.
- construire en partant des pays doit être le point de mire puisque nombre d'enjeux politiques du CSA ont directement trait aux politiques nationales (Directives volontaires, Cadre stratégique mondial, Investissement responsable dans l'agriculture opèrent tous à l'échelle nationale.)
- des ateliers par sous-région et par section sont nécessaires au sein de chaque région du monde.
- les documents doivent être traduits pour être accessibles aux mouvements sociaux.
- nécessité d'ouvrir la voie à de nouveaux membres de CC en augmentant fortement le nombre de personnes impliquées dans le MSC.

2. Comment garantir une communication efficace entre membres des CC du MSC à l'échelle des régions du monde ?

- des rencontres en face à face sont nécessaires à l'échelle des pays et des régions du monde.
- faire un meilleur usage des bases de données et listes existantes.
- mener des actions de sensibilisation au sein des sections et des sous-régions.

3. Quelles décisions est-il nécessaire de prendre à l'échelle régionale ? Comment parvenir à ces décisions ?

- procéder à des concertations transparentes et ouvertes avec les différentes parties prenantes
- nécessité de définir les décisions qui conviennent d'être prises par les groupes de travail ou les membres du comité de coordination, tout en préservant une certaine souplesse afin qu'elles cadrent avec les différents processus.

4. Quelles activités sont prévues à l'échelle des régions et sous-régions du monde ?

- non seulement les réunions à l'échelle nationale seront plus efficaces, mais elles offriront la possibilité d'une participation élargie
- des séminaires à l'échelle des pays/des sous-régions pour les enjeux politiques
- des ateliers à l'échelle des pays/sous-régions du monde pour les opérations de sensibilisation et celles visant à toucher le plus grand nombre

5. Quels fonds et quelles ressources sont nécessaires à ces échelles et comment les mobiliser ?

- la collecte de fonds peut être effectuée au niveau des régions du monde, suivant les directions données par le secrétariat
- il est nécessaire de clarifier où les fonds seront placés et qui sera en charge de quoi

V. Rôle du secrétariat

- mobiliser des fonds pour les consultations par région du monde et pour le travail du MSC de manière générale
- faciliter l'instauration de liens et de la communication entre comité de coordination du MSC, groupes de travail sur les politiques et comités d'organisation des consultations par région du monde
- apporter des informations sur le travail du CSA à l'échelle mondiale
- organiser la traduction des documents du CSA et du MSC
- fournir des supports de communication pour les opérations de sensibilisation/visant à toucher le plus grand nombre

VI. Financement des consultations de la société civile région par région du monde

La matrice ci-dessous a pour but de dresser un tableau des besoins de financement pour les consultations de la société civile région par région du monde, des ressources actuellement disponibles au sein de chaque région et au sein du secrétariat de la FAO à Rome. Il s'inspire des informations mises à disposition lors de notre précédente réunion mais est encore incomplet.

	Coût	Ressources existantes au sein des régions	Commentaires	Fonds de la Commission Européenne au siège de la FAO	Swiss/FIAN	Affectation du MSC (des fonds de la Commission Européenne)	Écart de financement à combler
Amérique Latine	70 000 \$	70 000 \$	Le gouvernement hôte prend à sa charge les frais d'hébergement et les repas				0 \$
Afrique	70 000 \$	0 \$		25 000 \$	2 700 \$		42 300
Asie et Pacifique	70 000 \$	0 \$		25 000 \$	2 700 \$		42 300
Europe et Asie centrale	70 000 \$	20 000 \$	Le gouvernement hôte se charge de trouver un lieu pour la réunion, etc.	25 000 \$	2 700 \$		22 300
Proche orient	70 000 \$	0 \$		25 000 \$	2 700 \$		42 300
TOTAL	350 000 \$			100 000 \$		0 \$	149 200

Le tableau suppose un coût de 70 000 \$ par consultation régionale, ce qui inclut les dons en nature des gouvernements hôtes, tels que les lieux pour les réunions, les cabines d'interprètes, etc.

Des ressources financières/en nature sont disponibles pour les zones Amérique Latine et Europe/Asie centrale. Toutefois, des estimations plus précises des coûts prévus sont nécessaires de la part des comités d'organisation.

100 000 \$ ont aussi été mis à disposition par le secrétariat du CSA pour pourvoir aux consultations de la société civile région par région du monde sur les fonds de la Commission Européenne alloués au FAO pour le travail des régions sur la sécurité alimentaire.

En outre, le MSC ne dispose pas de fonds supplémentaires de la Commission Européenne, qui pourraient participer des coûts des consultations. Toutefois, pour décider de la part de ces fonds du MSC qu'il convient d'allouer aux différentes régions du monde, nous avons besoin que les comités d'organisation et le bureau régional/le siège de la FAO nous dressent un tableau plus clair des coûts et ressources actuellement prévus qui sont disponibles auprès de la FAO à l'échelle du monde et des régions du globe.

Sur la base des informations reçues à ce jour, il a été demandé au secrétariat du MSC de faire une proposition au comité de coordination du MSC sur ce qu'il estime être le montant total de fonds du MSC pouvant être mis à disposition pour pourvoir aux consultations par région du monde et la façon d'allouer ces fonds entre les différentes régions du monde.

Eléments d'action :

- confirmer auprès du bureau de Thomas Price et du secrétariat du CSA la contribution potentielle de 100 000 \$ de la part de la Commission Européenne [complète – confirmée]
- obtenir davantage de renseignements des bureaux régionaux de la FAO, des comités d'organisation et des sièges de la FAO sur les coûts prévus et les écarts de financement à combler pour chaque région du monde
- le secrétariat du MSC devra faire des propositions sur le pourcentage de fonds du MSC à allouer pour chaque région du monde, pour entérinement.

Annexe 1 : Critères de sélection des participants

Il incombe au comité de coordination de proposer conjointement les 2 participants par région du monde qui participeront à la réunion et de conserver la responsabilité du travail à mener par la suite. Les membres du groupe consultatif ont proposé les critères de sélection suivants :

- il convient qu'il y ait un équilibre entre les régions du monde (2 participants par région)
- il convient qu'au moins l'un des 2 participants ait déjà été impliqué dans des discussions du MSC sur le Cadre stratégique mondial, c'est-à-dire qu'il soit un membre actif du groupe de travail du MSC sur le Cadre stratégique mondial (NB : le Cadre stratégique mondial sera un axe majeur des consultations région par région du monde)
- il convient qu'au moins l'un des 2 participants soit membre du groupe consultatif du CSA (NB : une réunion du bureau/groupe consultatif du CSA se tient le 19 janvier).

- il convient que les participants s'engagent à jouer un rôle actif dans la planification et l'organisation des consultations de la société civile par région du monde sur les enjeux du CSA au moment des conférences régionales de la FAO

Annexe 2 : Conférences régionales de la FAO

Conférence régionale	Dates	Lieu	Contact au MSC
Asie	12–16 mars 2012	Hanoï, Vietnam	1. Sarojeni Rengam Sarojeni.Rengam@panap.net 2. George Dixon Fernandez Georgedixon72@yahoo.co.in
Amérique Latine	26–30 mars 2012	Buenos Aires, Argentine	1. Jorge Stanley Manigueuigdinapi@yahoo.es 2. Natalia Landivar landivar@fian.org
Europe	17–20 avril 2012	Bakou, Azerbaïdjan	1. Svetlana Boincean svetlana.boincean@gmail.com 2. Stineke Oenema Stineke.Oenema@ICCOenKerkinActie.nl
Afrique	23–27 avril 2012	Brazzaville, Congo	1. Elisabeth Atangana cnopcameroun@yahoo.fr 2. Margaret Nakato
Proche orient	reste à confirmer	reste à confirmer	Razan Zuayter razan.zuayter@gmail.com